

Édito



« Je ne pavoise pas »

Cette parole de Frédéric Barbier, dimanche soir, résume bien le défi qui est devant nous aujourd'hui. Nous nous réjouissons, évidemment, de son succès et nous le remercions lui et toute son équipe. Pensons un seul instant à ce qu'aurait été la situation inverse ! Evidemment, ce barrage contre le Front national, et une candidate qui ne cachait pas ses idées extrémistes, ne peut pas tenir lieu de stratégie. Il faut tirer toutes les conclusions de cette élection partielle qui dessine un paysage politique dangereux.

Les principaux enseignements peuvent se dire simplement. L'abstention est toujours notable dans les élections partielles. Mais l'élection du Doubs a eu une portée nationale et une forte publicité. Il y a donc une forte proportion d'électeurs qui ne se sent pas concernée par le gouvernement du pays, mesurant ainsi la défiance forte qui existe vis-à-vis de la politique. Le Front national poursuit sa progression. Il y a eu plusieurs effets « Charlie »... Et l'un d'entre eux va dans le sens de la xénophobie. Le parti de Marine Le Pen solidifie son électorat, au premier tour à un haut niveau, et attire de nouveaux électeurs au second - un gros tiers de l'électorat UMP dans cette circonscription, selon les premières études. Son message se resserre autour de deux grands thèmes, un nationalisme social anti-européen, d'un côté, une hostilité à l'immigration et à l'Islam, de l'autre. L'UMP est en pleine confusion. Nicolas Sarkozy, et la direction avec lui par trop divisée, commettent une faute et une erreur. Mettre sur le même plan les socialistes, qui font pleinement leurs toutes les valeurs républicaines et les frontistes, qui attisent toutes les peurs et exacerbent les conflits, est réduire la politique aux intérêts tactiques. C'est une faute morale. Mais c'est aussi une erreur, car le « ni-ni » est tout à fait hypocrite, il est un encouragement, et une légitimation, pour une part importante de l'électorat UMP à voter Front national - et pas qu'au second tour... Le Parti socialiste est en meilleure situation, il démontre qu'il n'y a pas d'issue progressiste dans notre pays sans lui. Les gauches et les écologistes, trop divisés, doivent y réfléchir pour dégager ce qui nous est commun face à un « bloc-réactionnaire ». Car la menace est là. Le temps presse.

L'élection du Doubs cristallise, donc, des évolutions politiques et idéologiques qui étaient en cours. Elle les rend tout à fait explicites. Un aspect positif - si j'ose dire - est que cela intervient tôt, avant les grands rendez-vous électoraux de 2015 et de 2017. Cela nous crée des devoirs impératifs. Celui, d'abord, de la clarté politique pour expliquer partout ce que sont les enjeux et les risques d'impasse pour les Français eux-mêmes. Celui, ensuite, d'une action plus forte et plus audacieuse pour les politiques que nous menons en France et en Europe. Celui, enfin, de l'unité, entre socialistes, bien-sûr, mais aussi pour la gauche et les écologistes qui doivent prendre pleinement conscience du moment historique dans lequel nous sommes.

Alain BERGOUNIOUX

Le Pen, père : Président d'honneur !

Jean-Marie Le Pen persiste et signe. En tant que Président d'honneur et fondateur du Front national, en 1972, il s'inscrit dans une ligne et une trajectoire politique qui n'ont jamais varié depuis des décennies. Après 60 ans de vie politique, et cinq campagnes présidentielles - 1974, 1988, 1995, 2002, et 2007- il développe toujours les mêmes idées, a toujours recours aux mêmes réflexes.

Le rappel au règlement. Chaque intervention du président honoraire constitue à la fois un rappel et un signal quant aux fondamentaux du parti d'extrême droite. Ne serait-ce que pour bien montrer qu'il n'appartient ni à ce qu'il appelle l'établissement, ni à l'arc républicain. Ni au « système ».

Pour l'ancien directeur de campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier Vignancour, lors de la première élection présidentielle de décembre 1965, « *l'inégalité des races* » est tenue pour acquise. Il s'agit d'un des fils rouges du langage et des convictions du vieux leader d'extrême droite. D'où un antisémitisme récurrent depuis l'expression sur « *le point de détail* » de la Seconde Guerre mondiale, des années 80, au clin d'œil sur « *la tournée d'artistes* » visant, notamment, Patrick

Bruel, de juin dernier. Notons, d'ailleurs, que cette récente saillie a été, comme à l'accoutumée, condamnée sur la forme, et non sur le fond, par l'appareil dirigeant du FN.

D'où, également, un discours islamophobe toujours plus virulent. Jean-Marie Le Pen n'hésite pas à soutenir l'idée de « *submersion de la France* », ni à s'interroger à voix haute sur « *le loyalisme des franco-algériens en cas de guerre entre l'Algérie et la France* ». Il défend, pied à pied, le récit du dernier roman de Houellebecq et évoque sans ambiguïté « *l'explosion démographique... de dizaines de millions d'immigrés* ». Il continue, en fait, à théoriser à sa manière, la logique et la peur de « *l'invasion* » et du « *grand remplacement* », tout en restant président d'honneur et parlementaire européen d'une formation

politique qui prétend concourir à l'alternance. Il prend ainsi fait et cause pour Aymeric Chauprade, chef de la délégation FN au Parlement Européen quand celui-ci considère que les « *musulmans forment une cinquième colonne de terroristes potentiels* ». Manière de justifier rétrospectivement son passé en Algérie.

De Pierre Poujade à Jean-Louis Tixier Vignancour.

A ces déclarations, qui fonctionnent comme autant de signaux d'une cohérence multi-décennale, pendant que la Présidente du Mouvement s'essaie à la « *dédiabolisation* » de celui-ci, s'ajoute une culture « *ultra libérale* » voire d'inspiration « *Reaganienne* » sur le plan économique et social. Jean-Marie Le Pen part toujours en croisade contre la fiscalité et les droits de succession, dans les pas de Pierre Poujade, son premier mentor. Il entend supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune, placer la Sécurité sociale en concurrence avec les assurances privées,

refuse l'intervention et la régulation de l'État et développe sans cesse le thème de « *l'assistanat* » pour mieux stigmatiser les chômeurs et les précaires. Il demeure violemment hostile au rôle et à la mission des organisations syndicales et à la démocratie sociale,

Chaque intervention du président honoraire constitue à la fois un rappel et un signal quant aux fondamentaux du parti d'extrême droite

dans la société et l'entreprise.

La référence à la Seconde Guerre mondiale et à la guerre d'Algérie représente une constante indépassable et incontournable chez lui. Avec, évidemment, une lecture faisant la part belle à l'idéologie de la Révolution nationale et de l'Organisation de l'Armée Secrète. Il est vrai que Jean-Marie Le Pen doit l'essentiel de ses premiers pas en politique nationale, à l'ombre tutélaire de Pierre Poujade, tout d'abord - il a été élu député poujadiste, le 2 janvier 1956 - puis, à Tixier Vignancour, surtout ; l'homme qui a contribué à assurer la défense de Philippe Pétain, en 1945, a pris en charge celle de Raoul Salan, patron de l'OAS, général à la tête de la tentative du putsch d'avril 1961, en Algérie, et de Jean Bastien-Thiry, principal inspirateur de l'attentat du Petit Clamart

contre le Général de Gaulle, en août 1962. En fait, Jean Marie Le Pen reste pétri d'une culture anti-républicaine, anti-gaulliste, anti-égalitaire. Son comportement et ses attitudes, après les attentats sanglants du début janvier paraissent, de ce point de vue, révélateurs. Il a ainsi moqué l'unité nationale, et donc la grande marche républicaine du 11 janvier, avec ce propos : « *une unité de ce gabarit là, nous n'en sommes pas* ». Il a encouragé la première responsable du FN à rester à l'écart des rassemblements. Il s'est même permis d'apporter sa pierre à la théorie dite « *du complot* », s'interrogeant publiquement sur le nombre et la spontanéité des pancartes « *je suis Charlie* » et se permettant de reprendre à son compte une formule de Robert Brasillac : « *le sang qui a coulé est toujours un sang pur* ». Il a enfin estimé utile de parler de « *Charlie Martel* », en opposition à « *Charlie business* ». En clair, toute la panoplie de la polémique d'extrême droite.

En fait, les références permanentes et appuyées à l'idéologie d'extrême droite de Charles Maurras et Tixier Vignancour, ont toujours cours au FN à travers son président d'honneur, en particulier. Il s'agit d'autant de marqueurs adressés à nombre de militants et de sympathisants d'extrême droite, mais aussi à une majorité de cadres du Front national. Les contradictions tactiques ou sémantiques affichées avec Florian Philippot et Marine Le Pen ne sauraient faire illusion, au-delà d'un jeu de rôles désormais bien rôdé. Les fondements de l'idéologie du FN n'ont pas changé ; ce sont toujours les mêmes. Stigmatisation de l'autre, priorité aux réflexes identitaires, récit du déclin programmé, rejet viscéral de la République, antisémitisme implicite, islamophobie explicite, nationalisme exacerbé ; au point de marteler à plusieurs reprises, il y a quelques mois, que le virus Ebola pourrait être « *le moyen de régler le problème de l'immigration* ». Sans parler des tentatives de minoration, voire de réhabilitation relative, du rôle de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale, ou de la nostalgie de l'Algérie française.

Une distribution des rôles bien huilée. Ces rappels à l'ordre ne sont jamais contestés sur le fond

par la Présidente du FN ou ses porte-paroles, qui se contentent de s'exprimer sur l'opportunité ou la manière. Il n'y a pas d'aggiornamento intellectuel entre « *les anciens et les modernes* » pour la simple raison que la pensée fondamentale de l'extrême droite française reste la même. On l'a bien vu encore, lorsque Marine Le Pen a peiné à condamner le principe du recours à la torture, en décembre dernier, approuvant spontanément le principe, dans un premier temps, avant de se rétracter laborieusement, quelques heures plus tard.

Il s'agit d'autant de marqueurs adressés à nombre de militants et de sympathisants d'extrême droite, mais aussi à une majorité de cadres du Front national. Les contradictions tactiques ou sémantiques affichées avec Florian Philippot et Marine Le Pen ne sauraient faire illusion.

En réalité, la vraie divergence entre le président d'honneur du FN et sa présidente en exercice porte sur la stratégie et l'ambition politique. Marine Le Pen, comme Bruno Mégret en son temps, souhaite gagner les élections nationales et en particulier l'élection présidentielle, pour accéder au pouvoir suprême, afin de l'exercer en toute responsabilité. Jean-Marie Le Pen, de nouveau candidat en

PACA aux élections régionales, fournit la feuille de route, pose les marqueurs et fournit la tonalité, fondée sur le repli nationaliste contre l'Europe, et xénophobe contre la République, sans pour autant envisager concrètement l'exercice des responsabilités gouvernementales. Au printemps 2002, il s'était d'ailleurs montré incapable d'élargir son influence au-delà de 18 % au deuxième tour de scrutin, face à la mobilisation spontanée et exemplaire, à l'époque, de tous les républicains.

Nous sommes en présence d'une distribution des rôles qui n'altère en rien l'essentiel, l'aversion de ce mouvement politique pour les valeurs de la République, au profit d'une idéologie de division, de stigmatisations et de guerre civile plus ou moins larvée.

Préférant toujours l'inné à l'acquis, l'identité à l'égalité, le FN perçoit l'aspiration à l'émancipation comme un risque, la citoyenneté comme un contre-temps de l'Histoire.

Le vrai récit du FN reste celui du déclin, avec ses boucs-émissaires et ses « coupables » ; ce langage exploite les peurs, hiérarchise les citoyens en fonction de leurs origines de leurs croyances ou de la couleur de la peau. La laïcité n'est qu'instrumentalisée pour servir une cause politique.

Son projet n'est pas de rassembler mais de diviser. Il rejette tout message universel au nom des frontières, de l'origine et du repli identitaire et nostalgique. Il incarne un courant de pensée qui n'a jamais accepté le sens même de la Révolution Française, c'est-à-dire la contestation de l'ordre

Le vrai récit du FN reste celui du déclin, avec ses boucs émissaires et ses « coupables » ; ce langage exploite les peurs, hiérarchise les citoyens en fonction de leurs origines de leurs croyances ou de la couleur de la peau.

naturel des choses, au nom du progrès humain et de la raison critique. Jean-Marie Le Pen dit la vérité sur le FN, il le connaît bien, il l'a fondé et il en défend le dogme. MB

« Les socialistes doivent partager un diagnostic commun sur la question identitaire qui ne peut plus être dissociée des enjeux économiques et sociaux »



Pascal Blanchard

est chercheur au Laboratoire communication et politique (CNRS) et codirecteur du Groupe de recherche Achac (colonisation, immigration, post-colonialisme). Spécialiste de l'histoire des immigrations et du « fait colonial », il a notamment codirigé les ouvrages « *La France noire* » et « *La France arabo-orientale. Treize siècles de présences* » (La Découverte). Et, plus récemment, « *Les années 30 sont de retour* », en collaboration avec Claude Askolovitch, Renaud Dély et Yvan Gastaut, chez Flammarion.

Lors de ses vœux à la presse, le 20 janvier dernier, le Premier ministre a évoqué un « apartheid territorial, social, ethnique » à propos de certains quartiers, en France, afin de créer un effet de choc. La relégation périurbaine et la ségrégation ne sont-ils pas une réalité dans la France actuelle ?

La ségrégation urbaine est une réalité, en lien avec l'exclusion. Elle est omni-visible, et perceptible par tous. Chacun peut ainsi prendre la mesure de ce qu'est un espace urbain délabré, dont les habitants éprouvent un sentiment de déclassement, souvent justifié. Quand ils se rendent « en ville », ils le disent haut et fort, comme s'ils sortaient d'un territoire pour accéder à un autre. La frontière-fracture est désor-

mais la nouvelle cartographie de la France de ce début du XXI^e siècle. La droite comme la gauche, les intellectuels comme les spécialistes de la question, ont pris conscience de cette réalité, marquée par la relégation. Au-delà des nuances d'interprétation, tout le monde est d'accord sur le constat. Personne sur le pourquoi on en est arrivé là... Dans la phrase que le Premier ministre a prononcée, il y a la notion d'apartheid territorial. Il ne s'agit pas, de ce point de vue, d'un système structuré, organisé, pensé et légiféré, comme ont pu le faire les sud-Africains, mais d'une séparation territoriale qui, par petites touches, par étapes, s'est imposée au réel. Ce qui est regrettable, c'est que tout le monde s'est focalisé, dans

ce débat, sur les quartiers périurbains, alors qu'il existe aussi des zones de relégation dans les espaces ruraux, à l'abandon, parce que privées d'équipements, et qui subissent, de ce point de vue, le même sort que les quartiers urbains. Et ne parlons pas des outre-mers, totalement absentes des débats et systématiquement exclues de la pensée républicaine. En Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, le taux de chômage est ainsi très élevé, la crise sociale est immense, l'abandon est collectif.

L'apartheid territorial concerne donc, en premier lieu, les quartiers périurbains, les zones rurales, mais aussi et peut-être même surtout, les espaces ultramarins et postcoloniaux, qui occupent une place majeure, à l'échelle du territoire, ce qui représente une forte minorité du « territoire national ».

Le Premier ministre a évoqué, par ailleurs, un apartheid social qui se superpose à l'apartheid territorial. Avec la crise, un clivage extrêmement fort s'est créé, laissant apparaître des zones où l'emploi est en déshé-

rence, depuis plus de trente ans, à la suite de l'effondrement du tissu industriel et du choc post-Trente glorieuses. Dans d'autres cas de figure, c'est l'absence de développement économique séculaire, comme dans les outre-mers ou les zones rurales, qui en est la cause. Tant et si bien qu'un gouffre s'est creusé entre ceux qui vivent « en ville » et y possèdent un emploi et les autres, qui en sont exclus et qui comptent parmi les quelque 10 à 12 millions de marginaux que compte la société française.

Manuel Valls a employé un troisième terme, qui, jusqu'alors, était absent du vocabulaire des politiques et des élites intellectuelles : l'apartheid ethnique, qui se superpose aux deux autres. Julien Dray estime qu'il n'a jamais été pensé comme un système, en France. Sur ce point, il a à la fois raison et tort. Un impensé peut, en

effet, produire le même effet qu'une véritable politique structurée. L'ancien président de la République, comme une grande partie de la droite, refuse le parallèle linguistique, car, « l'apartheid, c'est la loi honteuse qui, entre 1948 et 1994, a fait régner une inégalité des droits entre les Noirs et les Blancs, en Afrique du Sud », et il se montre « consterné qu'on puisse assimiler la République française, qui garantit des soins gratuits, l'école gratuite », à un tel système structuré et raciste. Le Premier ministre socialiste aurait été trop loin, en « comparant la République à l'apartheid... » Manuel Valls lui répondra sans hésitation que « L'erreur, la faute, c'est de ne pas avoir le courage de désigner cette situation, peu important les mots.

Moi, j'ai utilisé toujours les mêmes mots depuis dix ans, parce qu'ils disent la réalité. »

Les quartiers dont nous parlons, en décorum de ce débat, ont été construits dans les années 1970, pour répondre à la crise des bidonvilles, à l'implantation des primo-arrivants et des gens issus des campagnes. À l'époque, il s'agissait d'un espace de promotion sociale et urbaine où l'on vivait

mieux qu'antérieurement. Ceux qui se sont trouvés en capacité de partir l'ont fait pour acquérir un bien immobilier, tels les pieds-noirs, les Portugais ou les Algériens, repartis au pays pour y prendre leur retraite. Ils n'ont rien laissé à leurs enfants, lesquels n'ont pas été, depuis, en capacité d'investir ou de prendre une location dans les centres-villes ou les espaces périurbains « neutres ».

À ces enfants d'immigrés, se sont superposés les « primo-arrivants ». J'ajoute que les villes dans lesquelles ces populations vivent n'ont pas été pensées comme des espaces susceptibles de se raccrocher aux grandes métropoles, avec leur propre tissu économique. Elles se retrouvent donc marginalisées, sans la moindre autonomie. Cette situation est similaire à celle des colonies. Là-bas, ce furent des politiques pensées, ici des stra-

« L'apartheid territorial concerne, en premier lieu, les quartiers périurbains, les zones rurales, mais aussi et peut-être même surtout, les espaces ultramarins et postcoloniaux, qui occupent une place majeure, à l'échelle du territoire, ce qui représente une forte minorité du « territoire national. »

tégies d'abandons des politiques de l'impensé. Cette « *politique de la race* » sans le savoir, et sans le vouloir, a pourtant produit une situation de ségrégation majeure, sans même que nous ayons conscience que cela est systématique, à défaut d'être un système.

Nos Bantoustans sont aujourd'hui les outre-mers, parce qu'elles sont pensées ainsi. Avec de multiples dérogations d'ordre financier, économique, bancaire... Et des quartiers populaires qui sont pensés comme des villes à part, dotées de politiques éducatives propres ou des zones prioritaires, calquées sur le modèle de l'Algérie coloniale, sont devenus avec le temps (1975-2015) de véritables ghettos ethniques. N'oublions pas que le mot « bidonville » a été inventé dans l'Algérie des années 1950. Dans notre pratique inconsciente, nous avons mis au point une cartographie parfaitement maîtrisée, celle qui permettait autrefois de gérer les populations, au nom d'un espace territorial donné et d'une structuration sociale en difficulté. Une politique de la race répétitive, au nom de la République, sans doute héritée de vieilles pratiques coloniales, sans même que nous ayons conscience que nous fabriquions une société à deux vitesses dans un monde où la citoyenneté est désormais partagée, mais sa pratique ségrégée.

Comme l'écrit Eric Fassin dans *Libération*, « *nonobstant les valeurs républicaines, les bons principes et les belles paroles, les politiques menées depuis des décennies provoquent la relégation, la ghettoïsation, la discrimination et la stigmatisation qui touchent en France des populations définies par leur origine, leur apparence ou leur religion.* » Alors, oui, un apartheid s'est imposé à notre pays, mais la question aussi demeure : qui en est la cause, comment en est-on arrivé là, comment allons-nous en sortir ? Vaste question. Faire un

constat, sans être capable de tirer le fil du récit pour en arriver là, c'est faire un demi-diagnostic.

De fait, il faut aller plus loin que les premières lectures du discours du Premier ministre. Le problème n'est donc pas exclusivement et uniquement urbain. Les réponses politiques et techniques qui devront être apportées devront aussi tenir compte des questions humaines. Avant les attentats des 7, 8 et 9 janvier, Amedy Coulibaly était intégré dans un réseau de sociabilité. Ce n'était pas « *un territoire perdu de la République* », son récit personnel était plus complexe. Il n'était donc pas totalement en marge de la société. Sa problématique n'était pas urbaine, mais citoyenne, sans doute identitaire.

Nous devons questionner l'enjeu de la citoyenneté qui traverse notre pays. Car,

dans la notion d'apartheid, il y a ceux qui se trouvent d'un côté du miroir et ceux qui sont de l'autre côté. À 6 ou 8 ans, certains gamins se situent déjà parfaitement dans ce monde, ils savent s'ils sont dans la norme ou à la marge. C'est terrible, c'est brutal, c'est désespérant. Ils ont saisi les codes de l'environnement dans lequel ils évoluent. Faute d'agir sur l'humain, les trois mots prononcés par Manuel Valls deviendront systémiques. Nous n'en sommes

plus très loin. Nous devons affiner le diagnostic, accompagner les process conduisant aux solutionnements et, surtout, questionner le temps long. Le présent, surtout en République, est le fruit de notre vie commune, depuis 1789. Nous sommes les enfants de la Révolution, mais aussi de la colonisation, les porteurs des valeurs de la Résistance, mais aussi les héritiers du sexisme qui ne donnera le droit de vote aux femmes qu'un siècle et demi après l'affirmation des « droits de l'homme ». Ces paradoxes sont au cœur de nos identités

« Nos Bantoustans sont aujourd'hui les outre-mers, parce qu'elles sont pensées ainsi. Avec de multiples dérogations d'ordre financier, économique, bancaire... Et des quartiers populaires qui sont pensés comme des villes à part, dotées de politiques éducatives propres ou des zones prioritaires, calquées sur le modèle de l'Algérie coloniale, sont devenus avec le temps (1975-2015) de véritables ghettos ethniques. »

actuelles. Pour autant, nous avons beaucoup de mal à questionner le pourquoi le pays des droits de l'homme, celui qui a inventé l'intégration et prôné des valeurs universelles, a pu enfanter l'œuf et le serpent, en même temps. Complexe...

Comment faut-il interpréter la crise actuelle ? Peut-on le faire, comme en 2005, avec les grandes « émeutes » dans les banlieues ?

Les émeutes ont rendu visible ce que l'ensemble du tissu sociologique et politique ne voyait pas, ne voulait pas voir. La question des espaces périurbains et des banlieues a surgi au début des années 1980. Elle a été gérée sous l'angle de la crise économique, pour l'essentiel, et donc de l'emploi. Ceux qui en sont dépourvus se retrouvent à la marge de la société. Avec la fin de la crise, les esprits se calmeraient, pensait-on. Ceux qui en sont dépourvus se retrouvent à la marge de la société. Avec l'idée qu'en solutionnant le problème du chômage, il serait possible de résoudre tout ou partie des difficultés que rencontrent les jeunes des quartiers défavorisés. Le même raisonnement a valu pour le FN. Parti de crise, il n'aurait pas de pérennité... En clair, la résolution des difficultés économiques favoriserait sa disparition. Or, la réalité est tout autre... Les attentes d'une partie de ces héritiers des immigrations postcoloniales et des nostalgiques populistes de l'Algérie française et de Vichy sont aussi identitaires, culturelles, politiques. Plusieurs France s'entrechoquent et s'affrontent. Désormais, on commence à comprendre que l'économique n'est pas la seule clé d'explication. Certains ne partagent pas les valeurs républicaines, d'autres affichent un racisme sans masque, et beaucoup se sentent ou s'affirment, même comme des Français de l'extérieur, à la fois d'ici et aussi de là-bas, comme des étrangers-indigènes chez eux.

Comme une situation d'apartheid, il y a les « *souchiens* » et face à eux des « *bandes de zoulous* » ou des « *sauvageons* » vivant dans les « *territoires perdus de la République* », dont les plus fanatiques basculent dans l'intégrisme islamiste, devenant ennemis de l'intérieur et de l'extérieur avec ce voyage dans les ténèbres vers la Syrie en guerre. Tout cela

s'est installé en dix ans (2005-2015), nous parlions alors - aux Editions de la Découverte - d'une « *fracture coloniale* », nous sommes désormais en « *guerre identitaire* ». On peut s'aveugler, refuser de voir cette situation, hurler avec les loups et se gargariser du déclin de la France, mais on ne solutionne rien, car on oublie que ce genre de situation est toujours complexe.

À ces problèmes, s'ajoutent donc une crise identitaire, la reconnaissance sociologique de la nationalité française, la peur de l'envahissement et du déclin, qui font que le FN poursuit sa montée en puissance, comme l'ensemble des partis populistes, en Europe.

Oui. La crise de 2005 a, elle aussi, rendu visible ce qui était déjà perceptible, auparavant, depuis le début des années 80, mais qui n'avait jamais pris une telle ampleur. Une grande partie du territoire se trouvait, d'ailleurs, dans le même état de mal-être que ressentaient plusieurs millions de personnes, l'humain et l'urbain étaient déjà en crise. Les banlieues se sont révoltées, ensuite, parce qu'elles se sont senties reléguées, oubliées. Ce fut alors un cri qui ne fut pas entendu par les politiques. La demande n'était - pas seulement - rénovation urbaine, mais comment faire de ces millions de jeunes des Français à part entière, à part égale. Nous n'avons pas compris. La fracture



est devenue un gouffre, on leur parlait de devoir, on oubliait les droits. D'autres ont sorti les Karcher et joué avec l'identité nationale, et à jouer avec le feu on se brûle. Cette date de 2005 marque donc bien un basculement qui coïncide avec une rétraction terrible sur les enjeux identitaires. D'ailleurs, rétrospectivement, trois événements importants ont marqué cette année : le débat au Parlement sur les articles 1 et 4 de la loi du 23 février sur la colonisation, les indigènes et les victimisations (1). Un thème sensible qui a valu à une partie de la gauche de voter ces deux articles, plus de cinquante ans après le début de la guerre d'Algérie. 2005, c'est aussi l'année de l'appel des « *Indigènes de la République* » qui se définissent comme un mouvement de protestation antiraciste, qui a contribué à durcir le discours d'une partie de la jeunesse, auquel nos élites ont eu beaucoup de mal à répondre. Ce durcissement a marqué une véritable « *communitarisation* » des combats, incomprise par la classe politique. Personne n'a su parler à ces populations, alors qu'au même moment, des dizaines de livres, numéros spéciaux et colloques plaçaient la question coloniale comme une réflexion majeure - 18 mois plus tard, tout cela n'avait plus de consistance, relégué comme un questionnement secondaire que venait remplacer la victoire idéologique de Nicolas Sarkozy.

Nous n'avons fait que nous focaliser sur ceux qui subissaient les discriminations, dans les quartiers populaires, sans comprendre qu'une société d'intégration se fait aussi de part et d'autre. Ce qui signifie que l'on s'est peu soucié d'expliquer le pourquoi de la rénovation urbaine, dès lors que l'on ne se sentait pas directement concerné et qu'aucun travail foncier n'avait été effectué, au cours de la décennie qui a

précédé, sur le reste de la société. Et, comme, dans le même temps, le FN a été le seul parti à évoquer ces questions, sa dialectique sur le thème « *ils ne peuvent pas s'intégrer* », « *ils ne sont pas comme nous* », « *ils nous prennent nos emplois...* », a parfaitement fonctionné sur les marchés, le dimanche matin, dans les débats publics, dans les médias, et en toute autre circonstance, avant d'être repris par une poignée d'intellectuels et de publicistes médiatiques qui vont imposer leur règle du jeu aux débats politiques.

Nous nous trouvons dans un aveuglement absolu, sans avoir saisi le sens des émeutes de 2005, alors qu'elles auraient dû agir comme le détonateur d'une prise de conscience des élites et du personnel politique sur le travail qu'il fallait faire, à l'échelle de la société.

« Si les mesures qui seront prises dans les prochaines semaines ne concernent que le périurbain et les populations qui sont censées chanter la Marseillaise le matin à l'école, nous allons à la catastrophe. Ne serait-ce que parce que 80 % de la population française ne seront pas concernés par les politiques publiques et qu'ils seront tentés de voter FN, ayant peurs de se faire envahir par ces « enfants illégitimes » de la République coloniale. »

Oui. Si les mesures qui seront prises dans les prochaines semaines ne concernent que le périurbain et les populations qui sont censées chanter la *Marseillaise*, le matin à l'école, nous allons à la catastrophe. Ne serait-ce que parce que 80 % de la population française ne seront pas concernés par les politiques publiques et qu'ils seront tentés de voter FN, ayant peurs de se faire envahir par ces « *enfants illégitimes* » de la République coloniale. Ne rendons pas incompréhensibles les efforts qui doivent être faits sur l'urbain, l'éducatif, le social ou le culturel. Il faut agir

et expliquer, mobiliser et faire œuvre de pédagogie.

Si nous ne parvenons pas à rendre leur fierté aux enfants des banlieues, en leur disant clairement, qu'ils sont français et légitimes, les ultras s'en chargeront, et ils seront attirés par d'autres valeurs que celle de la République. L'absence de musée consacré à l'immigration, la colonisation ou à l'esclavage est, de ce point de vue, symptomatique du refoulé. Rien sur le

destin qui a fabriqué la Nation, avec sa complexité et ses parts d'ombre. Les pieds-noirs, les Harkis, les Antillais, les enfants de l'immigration algérienne ou sénégalaise font partie d'une même histoire. À aucun moment, on ne les rend fiers de ce récit, pas plus qu'on ne l'explique. Ceci pose un problème de citoyenneté. Lorsqu'ils vont à l'école, ils ont le sentiment, souvent justifié, d'être les ennemis de la Nation, en terme d'héritage. De fait, ils se trouvent sous l'emprise d'un colonialisme inconscient, toujours vivace dans le récit national. Nous sommes là dans une impasse. Pour peu que nous n'y prenions garde, cette situation peut nous conduire à l'Apartheid mémoriel. Ce, d'autant plus, que de nombreux jeunes peuvent être tentés de partir en Syrie ou en Lybie, en quête d'un autre destin, se sentant pour toujours hors hexagone, illégitimes de naissance.

Il s'agit là d'un indicateur et d'un signal d'alarme forts, au même titre que ces vidéos de Dieu-donné, aujourd'hui visibles sur la toile, en très grand nombre, dont le succès démontre que certains discours se substituent désormais à ceux de la République, avec une efficacité évidente, surfant sur l'incapacité de la République à parler à tous. La communautarisation des débats dans les quartiers est tout autant le fruit du rejet des populations qui y vivent, que d'une propagande active de certains extrémismes, qu'un héritage de pratiques coloniales non déconstruites. La lutte contre la ségrégation et la disparition des zones de relégation est essentielle, en même temps qu'il nous faudra engager une conquête des cœurs et rappeler aussi les devoirs que nous avons tous envers la République. Mais nous ne pouvons imposer une valeur comme la laïcité, l'expliquer, la partager, sans comprendre que la fraternité ou l'égalité sont en berne. Elle nous concerne tous, et non quelques-uns.

« L'absence de musée consacré à l'immigration, la colonisation ou à l'esclavage est, de ce point de vue, symptomatique du refoulé. Rien sur le destin qui a fabriqué la Nation, avec sa complexité et ses parts d'ombre. Les Pieds-noirs, les Harkis, les Antillais, les enfants de l'immigration algérienne ou sénégalaise font partie d'une même histoire. »

Nous n'avons pas compris que cela était un débat prioritaire et en subissons lourdement les conséquences, au seul profit du repli.

Après les émeutes de 2005, nous avons eu le tort de nous concentrer exclusivement sur l'urbain et la politique de la ville, sans nous préoccuper de la question périurbaine, des questions de mémoire, d'identité, de culture, ce qui nous a conduit à l'impasse. Lorsque j'ai travaillé avec le ministère de la Ville sur les enjeux de mémoire, d'histoire et de patrimoine, dans le cadre d'un rapport en 2013 (2), beaucoup ont

été hyper-sensibles à ces enjeux. Mais les politiques - comme les haut-fonctionnaires - ont jugé que c'était une question secondaire, donc non-prioritaire, et donc pas partie-prenante des politiques publiques. Ce n'est jamais prioritaire, et, au final, la révolte gronde et on ne la comprend plus. Bien plus, au regard des milliards investis, on trouve que les banlieues sont des puits sans fond... Que tout cela ne sert à rien.

Cette situation traduit souvent, dit-on, l'« échec » de la politique de la ville, menée de longue date, dans le pays. Doit-on dresser un bilan à ce point négatif ? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? Où sont les insuffisances ? Que faut-il en retenir ?

La politique de rénovation urbaine ne se traduit pas seulement par un échec. Certains quartiers sont ainsi mieux aménagés, ont été rénovés, et, aujourd'hui, on y vit mieux que dans le passé. Paradoxalement, la politique de la ville, sur fond de lutte contre la fracture territoriale, a cependant échoué. Ce, parce que l'on a jamais travaillé sur les frontières. Tant et si bien que nous accusons un gros retard sur les réseaux de transports existants. Il est ainsi plus facile, pour un orléanais, de se déplacer sur Paris, que pour un habitant de Trappes. J'ajoute que les problèmes liés à la sécurité, la violence ou la drogue, n'ont fait qu'empirer, pour combler l'absence de potentiels

économiques. La droite a mis fin à la police de proximité, dont le rôle s'avérait pourtant essentiel pour maintenir la paix et assurer la présence de services publics sur des territoires, aujourd'hui à l'abandon. Or, la notion de proximité y est essentielle. Pourquoi, dans ces conditions, un jeune médecin accepterait-il de s'installer dans un quartier populaire ? Il ne serait pas payé, se heurterait à de nombreux problèmes, serait confronté à de multiples « cas sociaux », sans pour autant bénéficier de l'aide de l'État... Il va donc voir ailleurs...

Le constat vaut tout autant pour l'éducation. L'une des principales responsabilités de la République est d'avoir oublié la notion d'accompagnement, de promotion sociale, de tutorat. Ce qui nécessite de repenser le système - et pas juste en terme de morale -, en évitant d'orienter systématiquement les élèves issus des milieux défavorisés vers les filières techniques - comme un destin pré-écrit - et en prenant soin d'améliorer les conditions salariales des enseignants qui, pour la plupart, tombent en dépression, au bout de quelques mois dans les ZEP. Ces profs-là sont les véritables « cavaliers chevaliers » de la République qui ont le courage de se battre dans les quartiers défavorisés. Ils méritent donc notre reconnaissance, et des salaires à la hauteur de leur mission. Or, pour l'heure, la politique de la ville a échoué économiquement et en terme d'éducation, en dépit de la création des zones d'éducation prioritaire (ZEP), dont la vocation est pourtant de lutter contre la discrimination territoriale. N'oublions pas l'humain, l'enseignant. C'est lui qui se retrouve confronté aux difficultés de la vie quotidienne. Lui qui fait chanter la *Marseillaise* aux élèves, qui organise la minute de silence, quelques jours seulement après les événements des 7, 8 et 9 janvier derniers. Le tout, devant des gamins qui se sentent exclus, mal aimés de la République, dont les parents sont au chômage, et dont on souhaiterait qu'ils soient, subitement, à l'unisson de la Nation.

L'union nationale ne se décrète pas. C'est une dynamique au quotidien de conscience citoyenne qui, à un moment donné, s'enclenche, mais il faut en permanence être légitime chez soi, ici en France, pour que tous ses habitants se sentent partie-prenante du récit national. Il faut aussi être

capable de l'expliquer à des jeunes qui vivent désormais sous l'emprise de messages intégristes ou manipulateurs diffusés, depuis des années, sur internet. Avec des repères fondamentalement différents des nôtres, car en quête d'explications simplistes sur le monde, s'identifiant à des conflits identitaires lointains, pour mieux comprendre leur marginalisation, ici.

Encore un mot. Le 11 janvier dernier, le président de la République s'est rendu - avec le Premier ministre - à la Grande Synagogue pour rendre hommage aux victimes des attentats. Il a, cependant, omis de rejoindre ensuite (ou avant) la Grande Mosquée, en hommage aux musulmans disparus au cours des attentats. Pourquoi ? Alors que cette journée de commémoration, de recueillement et de mobilisation avait permis de dépasser les clivages religieux, dans un contexte où la nation était en mouvement, il a, me semble-t-il commis une erreur. Les réseaux « ultras » ne se sont d'ailleurs pas privés de se livrer à des commentaires acerbes sur le sujet, prouvant une forme de duplicité, de « deux poids, deux mesures ». Nous devons être vigilants car les identités sont blessées en ce moment, hyper-sensibilisées, comme fragilisées de n'avoir pu normaliser notre relation à l'histoire, à nos confrontations dans l'espace colonial. .



Quelle est la place exacte de la religion dans les phénomènes de révolte d'une partie de la jeunesse ? Comment expliquer la radicalisation actuelle du monde de l'islam ?

Le monde musulman est traversé par deux grandes tendances. Avec un questionnement à la clé. Faut-il entériner un modèle laïque, calqué sur le régime turc, où la religion s'efface au profit de l'État - ce qui s'inverse là-bas, depuis 15 ans -, ou la religion doit-elle rester à l'avant-garde du combat politique, au centre d'un tout ? Ce débat est né au début du siècle - et, notamment, en 1913, à Paris, avec le congrès arabe. Depuis, il traverse les mondes arabe, musulman, indonésien et indien, en accompagnant tous les mouvements de décolonisation, puis le tiers-mondisme, avant de se réveiller dans le temps « mondialisé », dont les révoltes arabes sont les derniers soubresauts. Ce processus est loin d'être achevé. Ce, d'autant plus que beaucoup de populations musulmanes se sentent minoritaires et marginalisées dans les pays dans lesquels elles vivent. Je pense, en particulier, à l'Inde et à la Chine. Tant et si bien que la quête de l'identité leur permet de mener un combat d'émancipation, comme

ce fut le cas, au moment des luttes pour leurs indépendances, dans les grands empires occidentaux.

Certains n'ont pas hésité à s'emparer de ces débats. Non pas en tant que musulmans respectueux du Livre, mais comme pour bâtir, à la hache, leur propre territoire. Ce n'est pas un hasard si Daesch ne se bat plus pour un islamisme mondial, mais pour un État. La rapine a besoin de se légitimer, l'ultra-violence de se justifier, dès lors que l'islam est un prétexte et, majoritairement, ce sont des musulmans qui en sont les victimes. Le temps de la grande inquisition musulmane est en marche, et c'est d'abord aux musulmans de la combattre.

Pour une grande partie des ces populations qu'ils tentent de mobiliser, l'identité musulmane est devenue la seule alterna-

tive qui leur permet de se sentir fortes, respectées et identifiées. Avec des fondations solides et des certitudes. La conviction, aussi, d'appartenir à une communauté d'1,5 milliards d'individus, sur terre. Il y a eu des précédents. Napoléon et d'autres conquérants ont eux aussi porté le glaive, dans le passé, pour transmettre des idéaux universalistes. Nous avons créé l'empire colonial pour peser sur 65 millions d'indigènes et leur imposer notre pensée et notre propre vision de l'avenir. Il n'y a donc là rien de nouveau, lorsque nous voyons des idéologies ou des groupes armés s'emparer, par la force des terres, des hommes et des richesses.

Les jeunes qui vivent dans les quartiers et qui ont désormais une pratique de l'islam plus prononcée que celle de leurs

« Les jeunes qui vivent dans les quartiers et qui ont désormais une pratique de l'islam plus prononcée que celle de leurs parents - comme un retour aux sources, puisque le retour au pays est désormais impossible -, se sentent exclus de la citoyenneté française. »

parents - comme un retour aux sources, puisque le retour au pays est désormais impossible -, se sentent exclus de la citoyenneté française, ils sont en quête d'une citoyenneté-autre. Sont marginalisés ou en difficulté, éprouvent de réelles difficultés à bâtir leur identité et se ré-

fugient dans une communauté « monde », beaucoup plus large. Ils s'y engouffrent, aussitôt, s'adonnent à la religion pour y trouver une forme d'équilibre entre leur identité première et la culture française, ce qui peut d'ailleurs se comprendre. Ils sont, toutefois, très réceptifs à l'islamisme et se disent prêts, dans certains cas, à défendre la cause par le fer. Ils ont une vingtaine d'années et se laissent guider par leur mal-être, s'emploient aussi à racheter une jeunesse chaotique. Parfois, ils sont passés par la prison, mués en un espace de mobilisation et de transmission d'idéaux radicaux. Ils y basculent, non dans l'islam, mais dans l'intégrisme...

D'un côté, certains jeunes issus de l'immigration voient donc dans la religion un espace de redécouverte de leurs racines ; de l'autre, subsiste un radicalisme qui

s'emploie à recruter massivement et indistinctement des Saoudiens - ils sont 5 000 dans les rangs de Daesch, aujourd'hui -, des Egyptiens, des Maghrébins ou des Européens pour défendre « la cause ». Daesch est une machine de guerre qui, au même titre qu'Al-Qaïda, a besoin de recruter massivement, épuisant rapidement ces jeunes recrutés. Ces mouvements font appel à des jeunes en quête de destin, qui sont aussi de mauvais connaisseurs de l'islam. Ils sont fascinés par ce qu'ils voient et s'accrochent au wagon qui passe. Ce peut-être l'islamisme radical, dans certains cas, ou l'identitarisme, pour les « petits Blancs ». N'oublions pas qu'au moment des conflits violents qui ont secoué les territoires de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie, entre 1991 et 1999, des centaines de Français sont allés se battre, en Bosnie. On voit donc bien qu'il existe, chez les « petits Blancs », une tentation prononcée pour le radicalisme.

« La vérité, c'est que nous sommes en guerre, là-bas contre l'intégrisme destructeur, ici contre une partie des citoyens en quête d'identité. Et qu'il nous faut, coûte que coûte, empêcher la fusion entre un soi-disant ennemi intérieur et un autre, extérieur et identique, que voudraient nous vendre une brochette de déclinistes médiatiques. »

Ce radicalisme, tel qu'il s'exprime, dépasse le simple « mal être » des individus et les questions sociales...

Absolument. La vérité, c'est que nous sommes en guerre, là-bas contre l'intégrisme destructeur, ici contre une partie des citoyens en quête d'identité. Et qu'il nous faut, coûte que coûte, empêcher la fusion entre un soi-disant ennemi intérieur et un autre, extérieur et identique, que voudraient nous vendre une brochette de déclinistes médiatiques.

Comment faire partager les valeurs de la République, tout particulièrement, la laïcité ?

La laïcité, qui est l'un de nos fondements, ne peut être détachée des trois piliers que sont la liberté, l'égalité et la fraternité. Ces quatre mots-clés sont indissociables. Ils forment même les pivots de la République. Ne pas les associer serait une erreur pé-

dagogique, citoyenne et politique, ils ne peuvent être compris de manière séparée. Nous ne pouvons faire passer notre message sur ce thème, qu'en montrant que nous l'appliquons équitablement, sans distinction de couleur et de religion. Ce principe vaut naturellement, aussi, pour le triptyque « liberté, égalité, fraternité ».

Il s'agit là d'un principe intangible, incontournable et irréversible. Il n'y a pas de compromis possible. Mais, il nous faut aussi être exemplaires en matière d'égalité, à l'échelle du territoire, de liberté et de fraternité. Or, je le répète, la problématique n'est pas exclusivement sociale, mais ci-

toyenne. Beaucoup de nos concitoyens ont du mal à conceptualiser, aujourd'hui, que l'on puisse à la fois être noir, musulman et français. Il n'y pas de Français musulman, ni même de Français juif. Il y a des Français qui, en revanche, pratiquent la religion musulmane ou juive. La nuance est fondamentale. Ne fabriquons pas du religieux dans nos relations politiques ou diplomatiques, ou bien encore dans nos repré-

sentativités. Appliquons à nous-mêmes la laïcité, défendons-la comme un étendard, mais associons-la à des mots qui sont nos valeurs incontournables.

Beaucoup on cru, pendant deux ans, à l'Élysée, que le président de la République serait jugé sur la question économique, en 2017, mais un changement s'est opéré depuis deux mois. François Hollande a prononcé un discours très important, le 15 décembre dernier, dans le cadre du Musée national de l'histoire de l'immigration - dans l'ex-palais des colonies, créé en 1931 - à la Cité de l'immigration, avant les attentats du mois dernier, qui démontrent que nous entrons dans une ère sociétale et que cet enjeu oublié devenait essentiel. Je suis convaincu que c'est sur cette question que se jouera le sort de la prochaine élection présidentielle. Pour beaucoup de nos concitoyens, il s'agit là d'un enjeu majeur, à la fois politique et

culturel. Comment être français ? Comment favoriser le « vivre ensemble » ? Quelles sont les conditions d'améliorations de la citoyenneté ? Toutes ces questions sont essentielles, même s'il ne faut pas, bien entendu, balayer d'un revers de main les questions sociales. Elles seront centrales, elles seront aussi violentes. Elles seront d'autant plus essentielles qu'une grande partie de l'électorat est en mutation électorale.

Quelles sont les politiques concrètes à mettre en œuvre ? Quid des évolutions possibles ?

Certaines problématiques revêtent une dimension globale. C'est le cas, en particulier, des questions éducatives, urbaines et de la vie dans les quartiers populaires qui appellent la prise en compte de mesures très concrètes, comme pour les territoires ultramarins. Travaillons aussi en lien avec ces jeunes qui se livrent à des va et vient permanent avec leur pays d'origine. Enseignons-leur la laïcité, sans jamais oublier l'égalité. Redonnons une image de la France beaucoup plus positive qu'elle ne l'est, parlons de l'histoire, sans cacher ses faces d'ombre, mais aussi ses épopées, aujourd'hui, à l'étranger montrons la diversité des cultures dans notre pays - dans les instituts français. Ceci nécessite un travail trans-ministériel qui implique tous les territoires, toutes les questions, toutes les compétences.

Il nous faut également prendre des mesures concrètes pour que les jeunes issus de l'immigration se sentent pleinement citoyens français, en leur envoyant des signes forts, en les inscrivant dans le récit national. Pour cela, il nous faut instaurer des moments monuments symboliques, à l'image d'un musée de la colonisation, des projets filmiques ou de grands projets culturels, capables de mobiliser les jeunes publics. Et démontrer, ainsi, que l'on peut être un héros français, champion olympique ou champion du monde de foot, résistant ou combattant de la Première Guerre mondiale, sans, pour autant, être

né en France. La pédagogie par la preuve doit accompagner le travail trans-ministériel. Le concret et le culturel doivent s'élaborer en commun. Tous les ministères doivent être impliqués. Il nous faut avoir de vrais débats sur la citoyenneté, le sport, les questions éducatives et civiques, la laïcité, la notion d'égalité... Toutes ces notions doivent être abordées, en lien avec les dimensions économiques, territoriales urbaines ou diplomatiques.

Enfin, un véritable débat doit naître au sein du Parti socialiste, comme ce fut le cas avec celui qui avait été mené, il y a cinq ans, sur l'égalité réelle, à l'initiative de Najat Vallaut-Belkacem et de Pascale Boistard. Il n'a pas été mené à son terme en raison de quelques blocages, suscitant aussi pas mal de frustrations, à l'époque, car la réflexion était, je crois, féconde.

Ce qui est parfaitement normal. Désormais, cet enjeu essentiel doit être porté par l'État et relayé par les médias, en analysant la réalité sociologique et politique des frac-

« Redonnons une image de la France beaucoup plus positive qu'elle ne l'est, parlons de l'histoire, sans cacher ses faces d'ombre, mais aussi ses épopées, aujourd'hui, à l'étranger montrons la diversité des cultures dans notre pays - dans les instituts français. »

tures qui traversent notre société. Avec de grandes expositions à la clé, dans nos plus grands musées, de grandes sagas télévisuelles ou des projets de valorisation des mémoires issues de l'immigration, il convient de promouvoir une véritable pédagogie de ces passés.

Il est essentiel de voir la Nation en mouvement. À charge, pour les partis politiques, de mener une vraie réflexion, en lien avec les intellectuels, pour comprendre le décalage entre notre société et ses paradigmes historiques. La droite a ses problèmes et elle sera de plus en plus en rétraction sur ces sujets. La gauche française et le Parti socialiste, en particulier, vont devoir réfléchir sur ces aspects pour sortir de leur statu quo. Leurs élus doivent partager un diagnostic commun sur la question identitaire, qui ne doit plus être dissociée des enjeux économiques et sociaux. L'économique n'est pas la seule réponse à toutes les problématiques. Il est inévitable, mais pas unique. Un gros travail doit être

engagé par nos élites politiques sur ce thème, avec des approches critiques, des analyses croisées, mais le débat ne peut plus être étouffé. Le diagnostic doit être partagé avec l'ensemble des Français. Faut de quoi, nos concitoyens se retrouveront dans l'incapacité de changer de modèle sociétal.

N'est-ce pas parce que les politiques ont mené le fer, sous la Troisième République, que la laïcité est devenue une valeur essentielle ?

Absolument. Le débat qui prévaut, aujourd'hui, à gauche, n'est pas sans rappeler celui qui existait, en 1955, au sein de cette même famille politique, pendant la guerre d'Algérie. Où sont nos valeurs ? Guy Mollet n'était pas Mendès France. Guerre ou pas ? Fin de l'empire colonial ou non ? Il a fallu attendre les années 50 pour que tous les Algériens puissent se rendre dans les urnes ! Et je ne parle pas des femmes qui ont dû patienter cent cinquante ans pour obtenir le droit de voter, en avril 1945, dans l'hexagone.

Ces questions doivent être abordées politiquement. Tous les ministères doivent être impliqués. Il nous faut avoir de vrais débats sur la citoyenneté, le sport, les questions éducatives et civiques, la laïcité, la notion d'égalité... Toutes ces notions doivent être abordées, en lien avec les dimensions économiques, territoriales urbaines ou diplomatiques. Combien la France compte-t-elle d'ambassadeurs noirs ? Et combien d'amiraux ? Gaston Monnerville a été président du Sénat, de 1959 à 1968. Serait-ce concevable, aujourd'hui ? Permettez-moi d'en douter.

Autrefois, les quartiers pouvaient compter

sur l'apport de représentants de l'État, les directeurs régionaux de l'Agence de cohésion sociale. Ces agents étaient présents sur toutes les manifestations et remplissaient un rôle important, en matière d'intégration. Nicolas Sarkozy les a supprimés. Tant et si bien qu'il n'y a plus aucun représentant de l'État sur ces territoires, capables de fédérer les énergies. Sans compter que les associations ont vu leurs subventions fondre comme neige au soleil. Au Mirail, à Brétigny-sur-Orge ou à Trappes, les nouveaux référents sont donc les « Musulmans », comme s'il n'y avait plus qu'eux aux côtés des militants FN à s'engager sur le terrain. Les conséquences sont majeures.

Nous avons entrepris, avec Lilian Thuram, un cycle de conférences pour travailler sur ces enjeux difficiles, comme les stéréotypes, le racisme ou l'histoire des « zoos humains » pour éveiller les consciences. Les réactions sont diverses, violentes, par moment, surprenantes à d'autres, mais aussi sources de débats féconds pour interroger toutes les dimensions de la citoyenneté.

Cet investissement est pourtant essentiel pour éviter les dérives et le basculement d'une partie de l'électorat des banlieues vers le FN ou les intégrismes, mais aussi pour créer du lien entre des territoires qui ne se parlent plus. Si on ne fait rien, une communautarisation de la mémoire et des identités s'imposera. Si nous n'y prenons garde, les habitants des cités et des outremer finiront de se convaincre que la République est dans l'incapacité de les mener à l'émancipation et à l'égalité. Ils iront chercher ailleurs leurs références. D'autre part, les Français, dans leur globalité, risquent de durcir leur engagement politique et de rejoindre électoralement le FN. Rappelons-nous des années 1930. De la perte identitaire, de la quête d'un nouveau destin et d'enjeux extrêmement radicalisés, les ressemblances sont nombreuses. Les cartes se brouillent, certes, mais nous pouvons en sortir si nous faisons le bon diagnostic. Le mot « Apartheid » est violent, mais il est conforme à la situation du temps présent.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



(1) La loi du 23 février 2005 imposant à l'Université et aux programmes scolaires de reconnaître « le rôle positif de la présence française outre-mer » a suscité de nombreuses oppositions.

(2) http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_histoires_patrimoine_et_memoires_dans_les_territoires_de_la_politique_de_la_ville.pdf